

Extrait de la carte des Naudins établie vers 1700.

LES COMTES DE FONTENOY

L'union de Simon d'Igny et de Barbe Le Prud'homme ne semble pas avoir engendré d'héritier mâle. Le titre de comte de Fontenoy échoit à un petit-neveu de Barbe. Christophe-François Le Prud'homme qui est par ailleurs Seigneur de Monthaison, Nicey et Armaucourt. Il agrandit le comté en y ajoutant la terre de Champigneulle dont il acquiert la seigneurie. Il épouse, en 1699, Louise Villelune, dame chanoinesse de Remiremont, apparentée par sa mère à la famille de Lenoncourt.

Ainsi qu'on l'a dit précédemment, le village de Fontenoy est presque ruiné à cette époque. Le comte réside à Champigneulle, dans le château du Haut, actuel hôtel-de-ville. Pour le rang qu'il se devait de tenir, il décide la construction d'un vaste château à Champigneulle, entre le château du Haut et la route de Nancy. Dans le but de se procurer les matériaux nécessaires, il acquiert les ruines du village de Saint-Barthélemy dans le val de Bellefontaine, village disparu dans la tourmente de la guerre de Trente Ans.

Lucien Geindre, dans son livre « *Champigneulle et le Val Saint-Barthélemy* » décrit abondamment ce très bel ensemble auquel le comte ajouta une fabrique de faïence, une fabrique de papier, une tuilerie et un moulin à blé. « *La terre de Champigneulle est alors une des plus belles de Lorraine* ».

Le comte Christophe François est très lié au duc de Lorraine (son fils portera le prénom de Léopold) et il entretient au château une vie fastueuse. Un exemple entre autres, il fait venir de Champagne des plants de vigne afin de présenter à sa table un vin produit sur ses terres. Le comte Léopold le Prud'homme de Fontenoy entretiendra, après son père, un faste semblable qui le ruinera, d'autant qu'après la mort du duc Léopold son crédit à la cour diminue. Des difficultés financières l'obligeront à vendre la seigneurie de Champigneulle estimée alors à 600 000 livres. Voltaire fut un moment intéressé par cette terre qu'il connaissait pour y être venu lors de séjours à Lunéville. Ses moyens limités ne lui permirent pas de devenir seigneur de Champigneulle et il dut se

contenter d'être le patriarche de Ferney. La vente se fit enfin en 1777 au profit du propre frère de Léopold, Nicolas François le Prud'homme, marquis de Noviant, qui a pris le nom de Chatenoy, éteint en la personne de son aïeule maternelle. Il donne cette terre à sa fille Anne-Catherine lors de son mariage avec Monsieur de Verdun, fermier général.

Le comte Léopold reprit du service comme enseigne à la compagnie du comte de Macheville dans les gardes du corps du duc de Lorraine, François III. La terre de Fontenoy restera propriété des comtes de Fontenoy puis du comte de Mahuet jusque dans les années 1980 mais, après la ruine du château au XVII^e siècle, aucun noble n'a résidé au village.

En nous reportant au bulletin municipal « *Dommartin Informations* » de septembre 1983, nous retrouvons la famille le Prud'homme (orthographiée le Preudhomme) dans cette commune. Mathieu Louis Erasme le Prud'homme, comte de Fontenoy, est colonel de cavalerie -le métier des armes est presque toujours celui des comtes de Fontenoy-, chevalier de la légion d'honneur et de Saint Louis, épouse de dame Marie-Eugénie de Franqueville, demeurant à Paris mais résidant à Nancy, il acquiert, en septembre 1832, le château de Dommartin-lès-Toul sur Monsieur et Madame Parisot.

En octobre 1835 au moment de son mariage, leur fils, Joseph Erasme le Prud'homme, comte de Fontenoy, général de brigade, né en 1805 et mort en 1895, reçoit le château en donation. La sépulture des deux comtes de Fontenoy et de Madame de Franqueville existe au cimetière de Dommartin.

Après la mort du général, resté célibataire, le château échoit à Marie-Erasme-Albert le Prud'homme, comte de Fontenoy. Après son mariage en 1898, il y a communauté de biens avec son épouse Jeanne Barbier de Felcourt, originaire de Vitry-le-François. Ceux-ci vendent le château en 1905 à la Société des Grandes Brasseries de Charmes.

Certains anciens du village se souviennent encore du récit de leurs aïeules racontant comment elles portaient à Dommartin les produits de la ferme dont les fermiers étaient déjà la famille Geoffroy. Lorsqu'elles arrivaient à Dommartin, venant de Fontenoy à pied, on leur faisait d'abord la toilette avant de les emmener saluer Madame la Comtesse. L'épisode de Dommartin se termine donc en 1905, le comte et la comtesse résident alors à l'abbaye des Trois Fontaines dans la Marne avec leurs trois enfants :

Pierre qui deviendra exportateur à Langson au Tonkin, Gaston et Yvonne-Marie-Joséphine née à Dommartin le 12 octobre 1870 qui épouse Antoine, comte de Mahuet, né à Nancy le 26 octobre 1866. Le comte et la comtesse résident à Nancy, 38 rue Henri Poincaré.

D'un acte reçu en l'étude de Maître Grandgeorge, notaire à Nancy en 1976, il ressort que le comte et la comtesse de Mahuet ont reçu en partage la terre de Fontenoy qui comporte encore plus de cent vingt-cinq hectares dont la ferme installée dans l'ancien corps de logis du château. La comtesse décède à Nancy, le 8 janvier 1955, et avec elle s'éteint le patronyme des le Pr(e)ud'homme de Fontenoy. Le comte Antoine de Mahuet, baron du Saint Empire, décède en son domicile le 3 novembre 1958.

Le comte Antoine a deux fils, Jean-Marc et Jacques. Le Révérend Père Jacques de Mahuet, missionnaire en Océanie, renonce purement et simplement à la succession. Jean-Marc, comte de Mahuet et son épouse Claire-Louise d'Avout d'Auerstaedt, descendante du maréchal d'empire Davout, héritent des propriétés de Fontenoy. Ils résident à Arroye-et-Han. Ils ont eu six enfants, nés entre 1931 et 1946 : Claire-Marie, Marc-Antoine, Hubert, Ghislaine-Marie, Dominique et Hélène-Marie.

DE LA RÉVOLUTION À LA GUERRE DE 1870

Les campagnes lorraines sont, au XVIII^e siècle, fortement empreintes de religion, peut-être même et surtout de religiosité, et peu préparées politiquement aux événements qui transforment profondément la société à la fin du siècle. La vie rude de la paysannerie est certes difficile mais a un sort commun contre lequel on ne se rebelle pas. Par contre, l'arbitraire de l'Ancien Régime et l'inégalité devant l'impôt sont ressentis comme un mal insupportable sur lequel les Cahiers de Doléances entendent bien attirer l'attention du roi par l'intermédiaire des députés du Tiers-état et d'une partie des députés du clergé issus souvent, comme le député Grégoire, du peuple des campagnes.

Les événements parisiens, connus avec retard, ont peu de retentissement dans le village. On participe souvent aux cérémonies patriotiques et révolutionnaires, attirés par la nouveauté et un certain espoir de voir la vie s'améliorer. La Terreur, lorsqu'elle gagne la province, tout comme la transformation de la religion de leurs pères en culte de l'Être Suprême, provoqueront, chez beaucoup de citoyens, un effet de rejet. Plusieurs exemples dans les villages environnants illustrent une

désobéissance progressive aux lois édictées par le gouvernement. La conscription est, elle aussi, durement ressentie lorsqu'elle dure dans le temps. La loi du 30 mai 1793 mobilise les hommes de 16 à 25 ans, les célibataires ou veufs sans enfants jusqu'à 40 ans. À Fontenoy, sur six hommes recensés, un seul est marié avec deux enfants. Au fil du temps les désertions s'amplifient.

Le 26 messidor an VII, Foug se prépare à célébrer avec pompe la fête du 14 Juillet. Un détachement de la Garde Nationale est prévu pour conduire le cortège au lieu de la réunion. Mais, au moment de démarrer, les gardes refusent de se rassembler malgré les efforts de leurs chefs. L'administration municipale se mit en route sans escorte, mais « *bientôt ils se virent suivis de quelques hommes armés et non armés, tous dans le plus grand désordre et la plupart criant avec un air de dérision. Des huées se firent entendre de toutes parts* ». Le commissaire du Directoire, Balland, parle du mépris que l'on témoigne ici depuis longtemps des fêtes républicaines et du fanatisme religieux qui semble s'y propager.

À Sexey-les-Bois, les catholiques font sonner les cloches le dimanche aux heures de messe et de vêpres. Le maître d'école, Fringant, « *passé pour un fanatique, un homme attaché aux anciennes institutions royales et sacerdotales* ». Le commissaire demande bien sûr sa destitution. Mais ce n'est pas si facile que cela. Les événements survenus les 24 et 25 frimaire an VIII à Aingeray le prouvent.

Là aussi, Jean-Baptiste Vincent fait sonner les offices et exerce le métier d'instituteur « *sans faire usage des livres élémentaires de la Révolution* ». Le commissaire se rend à Aingeray pour lui intimer l'ordre de cesser ses activités. « *Il m'a répondu que le vœu de la commune était que les messes et les vêpres soient annoncées au son de cloche et qu'elle ne voulait pas d'autre instituteur que lui* ». Sommé de rendre les clés du temple (l'église), le maître d'école envoie aussitôt les enfants chercher leurs parents et « *dans moins de quatre minutes, deux cents personnes tant hommes que femmes sont venues à ma rencontre en me menaçant de m'assassiner, en disant que j'étais un coquin, un gueux, que l'on se foutait de moi* ».

Voici une expérience qui fit sensation à l'époque et qui a été bien oubliée depuis. On la trouve décrite dans « *Hommage de la Lorraine à la France* » de Ch. François, page 194 : « *Nicolas, professeur de chimie au collège de Lunéville, membre de l'Académie (Stanislas), lança à Nancy, le 19 décembre 1783, le*

premier ballon qui a quitté le sol de la Lorraine. Ce ballon fut gonflé et lancé dans la petite cour de l'Université, actuellement siège de l'Académie Stanislas et de la Bibliothèque Municipale (près de la Place Dombasle). L'aérostat, sans passager, tomba au moulin de Fontenoy. Songeons que les frères Montgolfier n'avaient lancé leur tout premier ballon qu'en juin de cette même année 1783. A Metz, patrie de Pilâtre des Roziers, le premier lancer n'eut lieu que le 22 janvier 1784 ».

Pendant cette période, le village de Fontenoy, dont la population était tombée à 23 habitants au début du XVIII^e siècle, se repeuple, atteint 187 habitants en 1802, et passe le cap des 200 en 1822. Son terroir, essentiellement agricole, couvre à peu près 545 hectares. La répartition sur la matrice rénovée de 1858 est la suivante : terres labourables 345,14 ha, terres vaines et vagues 3,80 ha, mares d'eau 3,82 ha, chènevières (pour le chanvre avec lequel on fabrique de la toile) 1,53 ha, vergers et terrains plantés 3,10 ha, potagers 0,73 ha, vignes 17,0 ha, prés 33,13 ha, bois et taillis 100,33 ha, propriétés bâties 1 ha, rapailles 1,52 ha (non identifié, peut être le chemin de fer), pâtures 6,12 ha. A quoi il faut ajouter, église et cimetière 0,12 ha, chemins et places publiques 8,87 ha, ruisseaux et rivière Moselle 17,27 ha.

Le besoin de nouvelles terres à cultiver a provoqué, en 1835, le défrichage du Bois Juré. À cette occasion, on découvre une belle statue cachée dans ce bois au moment des troubles. Achetée par un particulier, elle n'est plus connue aujourd'hui. La plus grande partie de ces terres reste la propriété des comtes de Fontenoy qui ont transformé les restes du château en une belle métairie.

Dans le n° *26 des Etudes Toulousaises*, Claude Paturaud a produit une étude très documentée sur l'état du vignoble en 1788 et en 1829. A Fontenoy, la surface plantée en vignes est de 8 hectares. Les vignes occupent la côte du Moulin, descendant jusqu'au bord de la Moselle et, plus largement, le coteau en rive droite de la Moselle. En 1829, l'ensemble des vignes occupe 18 hectares. Jusqu'à la Révolution, on considère généralement que les vigneronns privilégient la qualité, le plant principal étant un pinot (ou petit noir) dont, soit dit en passant, on développe de nouveau la culture actuellement. Au XIX^e siècle, on plante le verdunois (ou gros plant) beaucoup plus productif mais dont le vin est de moins bonne qualité. À Fontenoy, c'est un record, le rendement à l'hectare est multiplié par 6 en passant de 15 hectolitres à 90. A titre de comparaison, il est actuellement au maximum de 80 hectolitres pour



Le moulin vers 1913

les Côtes de Toul dans les meilleures années. Il a été environ de 45 hectolitres à l'hectare en 1994 en raison de la pourriture du raisin au moment de la vendange. Dans une lettre au sous-préfet, citée par Claude Paturaud, le maire de Blénod écrit : « *Avant 1786, la vigne était peuplée de petite race beaucoup plus délicate, de meilleure qualité mais produisant moins. Plus de la moitié du territoire appartenait aux riches propriétaires des villes, aux seigneurs et aux gens de mainmorte, mal cultivée par des mercenaires qui la cultivaient mal. Aujourd'hui qu'elles sont mieux cultivées par les propriétaires, elles produisent davantage* ». La quantité produite alliée à la baisse de la qualité provoquent une baisse du prix de vente qui chute de moitié entre 1788 et 1829. Le Conseil Général de la Meurthe a bien essayé d'œuvrer pour une limitation des terres cultivées en vignes mais sa démarche a suscité peu d'écho.

Le fait essentiel au milieu du XIX^e siècle, est l'amélioration des transports et particulièrement à Fontenoy le creusement du canal de la Marne-au-Rhin en 1852 et, pratiquement à la même époque, le passage de la voie ferrée Paris-Strasbourg. Ceci provoque un apport de nouveaux habitants élevant le chiffre de la population à 250, son point le plus haut. Le tracé de ces deux grandes voies modifiera sérieusement le paysage

aux abords du village. Pour l'édification de la gare et de la place, on procède à la destruction de la tour nord ouest du château et du bas du jardin. Quatre-vingt-dix-huit parcelles de vignes, le plus souvent de moins d'un are en raison de morcellements à l'héritage, mais représentant tout de même 1 hectare 3 ares, disparaissent « *Sous les Côtes du Moulin* ».

Entre 1857 et 1871, on relève peu de constructions nouvelles : une maison agrandie en 1861, une boutique de maréchalerie en 1862, une maison en 1866, une filature et une foulonnerie en 1868 par Mercier Louis-Victor-Gabriel. Enfin, deux maisons en 1869 dont l'une aux Côtes du Moulin appartenant à Joseph Rousselot et qui, réquisitionnée par la troupe, échappera à l'incendie de 1871. Le moulin qui reste propriété du comte de Fontenoy est ancien puisqu'on y a vu tomber un aérostat en 1783. On cite un Jean-Baptiste Badel, foulonnier en 1858, car il existe une foulonnerie, c'est-à-dire une fabrique de feutre, tissu de laine et de poils. En 1865, Louis Mercier installe une filature à Gondreville et en 1868, il pourrait avoir acquis le moulin de Fontenoy et doublé la foulonnerie d'une filature. On trouve encore un François Villemin, fileur en 1876. Il semble qu'ensuite l'activité filature soit concentrée à Gondreville où elle subsistera jusqu'en 1970 et qu'à Fontenoy, on se tourne vers la meune-

rie. Le développement militaire de la place de Toul, après la perte de l'Alsace-Lorraine, nécessite d'importantes quantités de farine pour la troupe. Profitant de la demande, Aimé Mercier, avec Jean-Baptiste Briot sont meuniers en 1896. Les ruines de ce moulin sont actuellement peu à peu envahies par la végétation au bas des Côtes.

C'est cette population laborieuse que surprend la guerre de 1870. Le récit qui suit raconte comment ce village dont l'histoire avait été paisible depuis longtemps, connut brusquement l'incendie, le pillage et le meurtre.

L'ÉPISODE DU PONT DE FONTENOY 22 Janvier 1871

Grâce aux nombreux textes écrits sur ce fameux fait de guerre, que ce soit par l'abbé Briel, curé de Gondreville desservant Fontenoy et témoin oculaire, jusqu'aux cours de l'École Spéciale Militaire, il est possible de se faire une idée assez précise du déroulement des événements.

Napoléon III, comme Bismarck, recherchait un conflit germano-français qui servirait leur objectif, à chacun différent. L'empereur y voyait une manière de redonner de l'éclat à un gouvernement qui s'usait, le Premier Ministre prussien espérait y trouver l'unité allemande. Le 19 juillet 1870, l'empereur rejoint son armée à Metz. La campagne débute par des succès mais, très vite, le sort est contraire à nos armes. Après les défaites de Forbach et de Folschviller, les 15 et 16 août voient les désastres de Mars-la-Tour, Saint-Privat et Gravelotte dont les Lorrains ont gardé l'expression : « *Tomber comme à Gravelotte* ». Le maréchal Bazaine sauve une partie de l'armée en rejoignant le camp retranché de Metz où il capitulera sans vraiment combattre, le 27 octobre. Une autre partie de l'armée, repliée à Sedan avec l'Empereur doit capituler le 4 septembre. L'Empire Français a sombré et les troupes prussiennes encerclent Paris dont le long siège, commencé le 19 septembre, ne se terminera que le 28 janvier suivant, par la capitulation, lorsque sera signé l'armistice.

L'épisode militaire qui fit de Fontenoy un village martyr se place donc à la fin de la guerre. Déjà envisagé par le gouvernement impérial puis repris par le gouvernement provisoire, le projet de couper la voie ferrée Paris-Strasbourg pour empêcher l'approvisionnement des armées prussiennes, fut décidé au mois de décembre. Parallèlement, le gouvernement provisoire

avait constitué des comités de défense dans la plupart des départements. C'est le « *comité de défense des Vosges* » qui a été chargé du secteur de la Meurthe. Un comité de défense était constitué de personnalités civiles, d'officiers sauvés du désastre de l'armée impériale, d'anciens soldats volontaires et de forestiers. S'appuyant sur un décret du 9 août 1870, le garde général de Bulgnéville, Rambaux, avait mobilisé les agents et les gardes forestiers des Vosges. Une dépêche ministérielle les ayant rattachés à l'autorité militaire, le comité donna l'ordre, le 1er décembre, à M. Rambaux, de rejoindre Lamarche avec tous les gardes forestiers qu'il pourrait réunir. Ils formèrent par la suite la « *Compagnie des gardes forestiers des Vosges* ».

Le comité de défense des Vosges a pris le nom de « *Chasseurs des Vosges* ». Deux autres noms ont été donnés à ce comité : « *Franco-tireurs de la Vacheresse* » et « *Avant-garde de la Délivrance* ». Outre les personnalités civiles, il était commandé par le capitaine Bernard, ancien des campagnes d'Afrique et d'Italie, ayant aussi pratiqué la contre-guérilla au Mexique, et par le lieutenant Coumès, saint-cyrien, qui s'est échappé de Metz au moment de la capitulation de Bazaine. Les chasseurs des Vosges étaient 250 hommes bien entraînés, prêts à agir sur les arrières de l'ennemi.

Lorsque, le 20 décembre 1870, le Gouvernement Provisoire prend la décision de couper la voie ferrée dans la région de Toul, les chasseurs, bien souvent nommés franco-tireurs, sont renforcés par le 4e bataillon de mobiles du Gard et par deux sections franches de 20 hommes, expérimentés pour ce genre d'action.

Le costume des franco-tireurs consistait en une vareuse bleu marine avec capuchon, un pantalon gris fer, une ceinture rouge et une sorte de poncho mexicain, couverture de soldat en drap gris, fendue au milieu pour passer la tête, retombant très bas derrière et devant, tout en laissant les bras libres pour le maniement du fusil.

Le capitaine Bernard est promu commandant et le lieutenant Coumès capitaine. C'est ce dernier qui, avec Goupil, membre du comité, ira reconnaître la voie ferrée de Frouard à Commercy. À leur retour, ils proposeront la destruction du « *viaduc* » de Fontenoy, plutôt que celle du tunnel de Foug, car ce dernier était fortement gardé. Un maçon, nommé Petot, qui habitait Gondreville et avait travaillé à la construction du pont en 1851, leur décrit le dispositif de mine. Il est à noter d'ailleurs que le pont avait failli être miné le 16

août par le Génie de la Place de Toul, mais l'arrivée d'une patrouille de Uhlans l'avait empêché.

Le camp de base des francs-tireurs des Vosges est installé dans la forêt du nord de Lamarche entre Bourbonne-les-Bains et Contrexéville. Parcourir une telle distance en territoire ennemi avec autant d'hommes et le matériel nécessaire à la destruction du pont relevait de l'exploit ! L'itinéraire fut fixé de manière à dérober la marche aux yeux de l'ennemi et à éviter les nombreuses garnisons prussiennes qui occupaient les points importants des pays à traverser pour rejoindre les abords de Toul. Le projet prit du retard parce que le commandant de la place de Langres tardait à fournir la poudre et les explosifs qui lui étaient demandés. C'est finalement le 18 janvier 1871 que le détachement, fort de 1100 hommes et de 3 chariots, quitta le camp de la Vacheresse.

Partis à 5 heures du soir, ils marchèrent toute la nuit dans la neige profonde pour arriver vers 8 heures du matin à la ferme de Lahau-Vaux entre Châtenois et Autreville. Cette progression de nuit, à travers champs et forêts, fut extrêmement pénible. Après une journée de repos, le départ était prévu le 19 au soir vers 19 heures. Mais on se rendit compte que les mobiles, très éprouvés par la marche de la nuit précédente, ne pourraient repartir. Ainsi le commandant Bernard décida le comité à retarder le départ de 24 heures.

Au cours de la nuit, le passage rapproché d'une patrouille prussienne fit craindre le pire et cette alerte conduisit le comité à prendre la sage décision de renvoyer les mobiles au camp. Le convoi quitta cette fois la ferme à 20 heures. Par prudence, à l'avant de la troupe, marchaient plusieurs cavaliers, porteurs de lanternes, dont les feux, blancs ou rouges, dirigeaient la progression. Les hommes, réduits maintenant à 300, marchaient sur deux files, en silence, et bien sûr sans fumer. Derrière les chariots, suivait l'arrière-garde assurant la protection. C'est ainsi que la ferme Saint-Fiacre, près de Vannes-le-Châtel, fut atteinte vers 5 heures du soir.

Au cours de la nuit, le comité réuni prit la décision définitive de se porter sur Fontenoy plutôt que sur Foug pour les raisons que l'on connaît. Pour la dernière étape, le convoi fut allégé de ses chariots, les chevaux de bât portant la poudre et les hommes les divers outils. Partie en début d'après midi en direction de Bicqueley pour franchir la Moselle à Pierre-la-Treiche, la troupe arriva au prieuré de la Rochotte à 7 heures du soir. Un détachement se rendit au bac pour

casser la glace et permettre d'utiliser ce moyen pour traverser la rivière, ce qui fut fait sans encombre aux environs de minuit.

Alors que la troupe rassemblée reprenait sa marche avec une prudence redoublée, le ciel s'éclaira d'une grande lueur et, au loin retentit le canon dans la place de Toul. Un moment d'inquiétude vite dissipé et tout le groupe reprit sa marche à couvert pour arriver devant Fontenoy le matin du 22 janvier vers 5 heures et demie. La colonne avait ainsi parcouru plus de quatre-vingts kilomètres dans des conditions climatiques extrêmement difficiles, sans être découverte et sans avoir laissé un seul traînard derrière elle. À lui seul, ce premier résultat tenait déjà de l'exploit !

Le détachement prussien installé dans le village de Fontenoy comprend, sous les ordres du vicefeldwebel Koch, 50 hommes, deux sous-officiers, un tambour et 47 hommes de troupe appartenant à la 6e compagnie du 4^e Régiment de Landwehr de Westphalie. Dix hommes sont en permanence de garde à la gare, dont un placé en sentinelle à l'extérieur. D'autre part, deux sentinelles gardent le pont sur la Moselle, à quelques centaines de mètres de la gare.

Les francs-tireurs forment cinq compagnies, ayant chacune une tâche bien précise à remplir. Les compagnies Rivaux et Mallières sont chargées de la protection et s'installent chacune à une extrémité de la Grand'rue pour barrer l'accès par la route. La compagnie du capitaine Coumès approche de la gare, emmenée par un clairon du nom de Thomassin qui, étant originaire de Fontenoy, sert de guide. Mais celui-ci trébuche et tombe avec tout son attirail. Le bruit alerte la sentinelle : « *Wer da ?* ». Mais déjà Coumès a bondi et lui fend le crâne d'un coup de sabre. À l'intérieur, les soldats ont pris les armes et apparaissent à la porte de la gare. Devant les baïonnettes françaises, ils reculent précipitamment. Au cours d'une brève échauffourée, plusieurs Allemands sont blessés ou faits prisonniers, les autres préfèrent s'enfuir. Les fils du télégraphe sont arrachés puis la voie ferrée est détruite sur quelques dizaines de mètres.

La compagnie Mangin se dirige alors vers le pont où elle se heurte à deux sentinelles, l'une est poignardée, l'autre s'enfuit par la voie ferrée en direction de Toul. Passant à côté de la sentinelle morte, un soldat originaire d'Afrique dont le père avait été tué par les Prussiens coupa une oreille pour prouver en rentrant chez lui qu'il avait bien vengé son père. Il ne se doutait pas que son geste serait l'un des prétextes de la sauvagerie teutonne contre le village et ses habitants.

Le pont est dégagé, il est alors 5 heures 45. La compagnie Mangin traverse le pont et se met en protection à l'autre extrémité.

C'est alors à la compagnie Adamistre d'intervenir pour détruire au moins une arche du pont. Elle a beaucoup de difficulté pour trouver la chambre de mine mais finalement les charges sont descendues. Soudain un train s'annonce venant de Toul. Chacun saisit son arme. Mais le train, arrêté par la sentinelle qui a fui, rebrousse chemin. Les charges placées, on évacue le pont et c'est alors qu'on s'aperçoit qu'une lampe est restée au fond de la cheminée de mine au risque d'y provoquer une explosion prématurée. Un membre du comité se dévoue pour aller chercher la lampe avec tous les risques que cela comporte. Les mèches étant allumées, on s'éloigne rapidement. Il est 7 heures ; l'angélus sonne au clocher de Fontenoy. C'est alors qu'une formidable explosion déchire l'air et deux arches du pont s'engloutissent dans les eaux de la Moselle. L'opération est réussie

Au point de ralliement, sur la route de Nancy à Toul, en direction des bois de Gondreville, il ne manque que le capitaine Mallières et quelques hommes. Ils réussiront à rejoindre le détachement le soir même. Puis c'est la marche retour, l'esprit satisfait du devoir accompli, mais qui, dans la neige profonde, se révèle aussi difficile que le parcours de l'aller. Le froid est si vif que la Moselle est traversée sur la glace entre Pierre-la-Treiche et Pont-Saint-Vincent. La troupe arrive à la ferme des Gimeys où elle fait halte le 22 au soir. Le 23, elle est à Houdreville et à Vandéville le 24 pour enfin atteindre la forêt protectrice de Bulgnéville le 25.

Les statistiques allemandes font état d'un tué, de sept blessés et de sept prisonniers. Les Français pensent avoir tué trois ou quatre hommes et en avoir blessé une dizaine. Du côté français, il n'y a aucune perte. Jean Contat, blessé mortellement ce 22 janvier n'appartenait pas aux francs-tireurs. Il figure sur le monument au titre des victimes civiles.

Le commandant Maillard, professeur à l'École Supérieure de Guerre, prenait le raid des francs-tireurs contre la voie ferrée Paris-Strasbourg à Fontenoy comme illustration de son cours de tactique militaire car il présente tout à la fois un remarquable succès français et marque aussi une sérieuse impétie prussienne : « *Le succès a été complet, grâce à la préparation et l'énergie dans l'exécution mais grâce aussi aux mesures défectueuses prises par les Allemands. Ce n'est pas à un kilomètre de distance qu'on garde un*

pont ». Le commandant signale aussi que la relation allemande des événements mentionne que lorsqu'ils ont entendu le canon de la place de Toul, vingt cinq hommes sont partis dans cette direction pour s'informer. « *Il nous semble cependant qu'un signal d'alarme doit avoir pour résultat un redoublement de surveillance et non pas le départ d'un poste, de la moitié de ses forces* ».

Mais laissons le commandant à ses réflexions et revenons au village au moment même où arrivent les premiers cavaliers prussiens. Ils fouillent aussitôt toutes les maisons, croyant y trouver les francs-tireurs car ils sont persuadés de la collusion des habitants avec les soldats, renforcés qu'ils sont dans leur conviction pour la coïncidence qui a fait sonner l'angélus presque au moment même de l'explosion. N'en trouvant donc aucun, ils rassemblent tous les hommes sur la place de l'église avec, à leur tête, le maire, monsieur Bruant. L'abbé Briel, curé de Gondreville desservant Fontenoy, ne fut arrêté que quelques jours plus tard et il rejoignit ses paroissiens emprisonnés, soit à Toul, soit à Nancy.

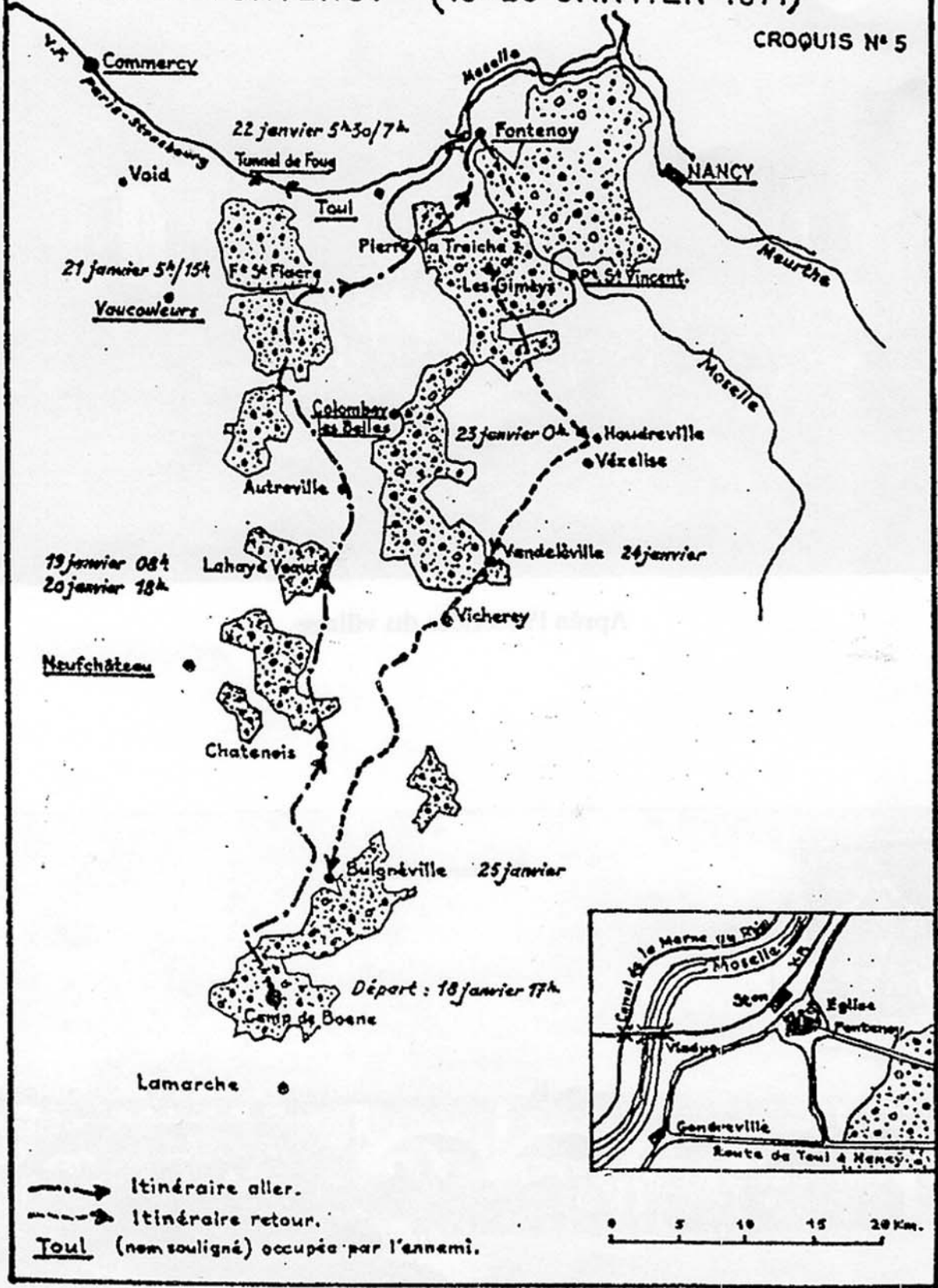
Le train emmenant les otages, dix-huit hommes et cinq femmes, vers Nancy quittait à peine la gare de Fontenoy lorsque monsieur Maillard, un grand-père qui essayait d'apporter quelques provisions à son petit-fils, fut mortellement blessé par la balle tirée par une sentinelle en poste sur la plate forme de l'un des wagons. Une humble croix marque l'endroit où il fut abattu, gravée de ces simples mots : « *Ici tomba, frappé d'une balle prussienne, Jean-Baptiste Maillard, âgé de 74 ans, le 22 janvier 1871* ».

Guillaume 1^{er}, tout nouvellement proclamé Empereur d'Allemagne, donna l'ordre, depuis Berlin, de mettre à sac le village et d'en brûler chacune des maisons. Pendant trois jours, les incendies se succédèrent avec méthode. Certaines maisons qui n'avaient pas été entièrement brûlées le premier jour furent de nouveau incendiées le lendemain. Tout fut pillé, y compris l'église, dont les ornements et les vases sacrés furent emportés.

Une vieille femme paralytique de 75 ans, madame François, mourut brûlée vive dans l'incendie de sa maison. Outre l'église, seules furent épargnées, la maison Racadot (où les Bavares se firent photographe démolissant faussement le mur, dans un seul but de propagande) et les maisons voisines de l'église, rue de la Loi et chemin de la Chipette, qui servaient au logement des troupes. Le maire, monsieur Bruant, mourut quelques jours plus tard des mauvais traite-

LE RAID DES "CHASSEURS DES VOSGES" SUR LE PONT V.F. DE FONTENOY (18-25 JANVIER 1871)

CROQUIS N° 5



ments qui lui furent infligés en prison mais aussi certainement de chagrin devant la barbarie qui détruisit le village et martyrisa ses habitants.

« France, il est des instants où l'on sent ton grand cœur se crispier sous le flot d'une forte rancœur ! Le Prussien, affolé dans sa tudesque rage, se rua inhumain sur ce petit village, où ils avaient passé la nuit, en tapinois, tu payas largement, illustre Fontenoy ! » dit Tigova Caponite.

Les Allemands s'empressèrent d'annoncer aux populations leur cruauté comme menace de dissuasion. L'affiche placardée dans et autour de la place de Toul, rédigée dans un très mauvais français, est datée du jour même de la destruction du pont, le 22 janvier. L'ordre de ne pas sonner les cloches résulte de la conviction allemande, de la connivence entre la sonnerie des cloches (l'angélus) et la destruction du pont.

Les Allemands entreprirent aussitôt la reconstruction du pont. Le docteur d'Arbois de Jubainville rapporte dans « *le Pays Lorrain* » (1912) qu'une réquisition de cinq cents ouvriers ne produisit aucun effet, qu'avec des menaces on en amena de Metz et de Nancy mais qu'ils désertèrent très vite. On eut alors recours à une ruse. Un concert de musique militaire fut donné place Stanislas à Nancy et une rafle dans les rues permit de rassembler la main-d'œuvre nécessaire à la remise en état du pont, ce qui fut d'ailleurs assez rapide.

« Tout ceci finalement arrivait trop tard puisque dans le même temps Paris capitulait et que l'armistice était signé le 28 janvier. Le corps franc quitta le camp de Lamarche le 8 février avec armes et bagages et rejoignit les troupes françaises rassemblées à Châlons-sur-Saône, recevant partout les honneurs de la guerre, ordonnés par le général Von Manteuffel, en hommage à leur courageuse résistance ». (R. Bourguignon).

Lorsqu'on étudie le registre représentant le revenu cadastral du foncier bâti, on constate 70 bâtiments incendiés au 23 janvier 1871. 51 maisons sont retirées du revenu cadastral au titre de 1872 et 3 autres au titre de 1873. Grâce à un élan de générosité nationale et particulièrement à l'œuvre du « *Sou des Chaumières* », la grande majorité des maisons est vite reconstruite. Les 51 maisons retirées au rôle de 1872 réapparaissent au rôle de 1875, ce qui, compte tenu d'une exonération possible de trois ans, place leur reconstruction dès 1872. La maison Arnould devant l'église ne fut pas reconstruite. Achetée par la com-

mune, elle permit le dégagement de la place devant l'église telle que nous la connaissons aujourd'hui. Une seule maison fut reconstruite en 1876, deux autres en 1877 et la dernière, ainsi qu'une construction nouvelle, en 1878. Un agrandissement a lieu en 1879 puis quatre autres en 1881.

« Fontenoy est pareil à nos centaines de villages lorrains ; mêmes gens simples et travaillant le sol de chez nous, mêmes mélanges de cultivateurs, mêmes terroirs aux semblables productions, mêmes engrangements, même vie des champs, mêmes cafés où le dimanche, après l'office, les hommes vont faire une partie et payer leur tournée. Et pourtant, une visite à Fontenoy laisse toujours au cœur une poignante angoisse. Sous la nef de la petite église, on entend l'appel des âmes mortes le 22 janvier, on perçoit les clameurs des soudards, le glas funèbre, la fusillade et le crépitement des flammes qui ont dévoré les maisons et brûlé les habitants ». (Emile Badel, 1899)

Les noms gravés sur les tables de pierre, de chaque côté du monument, donnent aussi comme victime Jean Contat. Dix-huit hommes et cinq femmes furent emmenés en otages à la prison Charles III de Nancy. Ils ne furent libérés que quelques jours plus tard.

